



18

ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC. PRÊTE -
RETOUR BUREAU 712

DANEMARK

I. 2.B.4

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS FÉVRIER 1965

STATISTIQUES DE BASE DU DANEMARK

LE PAYS

Superficie (en milliers de km ²).....	43	Population urbaine, y compris les banlieues (juillet 1964) :	
Territoire agricole (en milliers de km ²)..	31	— Copenhague	1.375.600
		— Autres agglomérations	1.287.500

LA POPULATION

Population (juillet 1964)	4.717.976	Population active totale (1960)..	2.094.000
Nombre d'habitants au km ²	110	dont population active agricole.	366.000
Accroissement démographique naturel net (moyenne 1961-1963)	34.100		
Accroissement démographique naturel net pour 1.000 habitants (moyenne 1961-1963)	7,4		

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1963 (millions de couronnes)	54.996	Formation brute de capital fixe en 1963 :	
PNB par habitant (en dollars des États-Unis)	1.700	— en pourcentage du PNB	19
		— par habitant (en dollars des États-Unis)	322

L'ÉTAT

Consommation du secteur public en 1963 (en pourcentage du PNB).....	15	Composition du Parlement (Nombre de sièges) :	
Recettes ordinaires de l'État en 1963 (en pourcentage du PNB).....	29	— Sociaux démocrates	76
Formation brute de capital fixe du secteur public (en pourcentage du PNB).	2	— Sociaux libéraux	10
		— Libéraux	38
		— Conservateurs	36
		— Parti indépendant	5
		— Socialistes de gauche	10
		— Groenland et îles Féroé.....	4
		Total.....	179
Les dernières élections générales ont eu lieu en 1964.		Les prochaines élections auront lieu en 1968.	

LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour (1961-1962)	3.370	Nombre d'automobiles de tourisme en circulation pour 1.000 habitants (décembre 1963)	129
Gains horaires moyens des travailleurs des industries manufacturières et de la construction en 1963 (en couronnes)	8,00	Nombre de postes téléphoniques pour 1.000 habitants (1963)	255
		Nombre de postes de télévision déclarés pour 1.000 habitants (1964)..	216

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services en pourcentage du PNB (1963)	31	Importations de biens et services en pourcentage du PNB (1962).....	30
Principales exportations de 1962 (en pourcentage des exportations totales de marchandises) :		Principales importations de 1962 (en pourcentage des importations totales de marchandises) :	
— Produits agricoles	41	— Machines	14
— Viande et lait en boîte	7	— Combustibles	13
— Produits industriels	46	— Métaux de base	8
— Autres produits	6	— Matériel de transports	10
		— Textiles	9

LA MONNAIE

Unité monétaire : couronne.	6,91 unités monétaires : 1 dollar des États-Unis.
-----------------------------	---

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en février 1965.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution de la situation économique..	5
Le lourd déficit des comptes extérieurs de 1961 à 1962 ..	5
Rétablissement de l'équilibre extérieur, 1963	7
Retour au déséquilibre extérieur en 1964-1965	8
II La politique économique	15
Politique budgétaire.	15
Politique monétaire..	18
Conclusions d'ordre politique	20
III Résumé	23
Annexe statistique	27

BLANK PAGE

INTRODUCTION

L'économie danoise a été marquée depuis 1958 par une forte expansion et par un taux d'emploi élevé. Ces dernières années, la pression de la demande intérieure et la balance des paiements ont toutefois connu des fluctuations considérables. Après avoir accusé un important déficit en 1962, la balance des paiements courants a fait apparaître un faible excédent en 1963 pour se solder à nouveau en 1964 par un lourd déficit. Les perspectives pour 1965 laissent entrevoir la poursuite de la croissance à un rythme rapide et un déficit considérable de la balance des biens et services, bien que, par rapport à 1964, on doive s'attendre à un certain fléchissement de la croissance intérieure et à une diminution du déficit extérieur.

La première partie de la présente étude contient une analyse de l'évolution économique générale et des facteurs qui ont été à l'origine des fluctuations de l'économie au cours de ces dernières années. La deuxième partie traite des mesures prises pour faire face à la situation des problèmes de stabilisation qui se poseront aux pouvoirs publics au début de 1965.

I. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le lourd déficit des comptes extérieurs de 1961 à 1962

Le tableau 1 fait apparaître, sous une forme succincte, l'instabilité qui a caractérisé ces dernières années. De 1961 à 1962, le déficit des paiements courants a considérablement augmenté pour atteindre un taux annuel de 175 millions de dollars, soit environ 2,5 % du PNB. Cette évolution n'est pas imputable à un changement défavorable de la situation extérieure; les prix à l'importation, en particulier, sont restés relativement stables et la demande étrangère de produits danois a continué de progresser. Le mouvement de la balance des paiements courants a peut-être été dû, dans une certaine mesure, au fort accroissement des coûts salariaux danois. Les salaires horaires industriels ont progressé au rythme de 11 %

par an, soit beaucoup plus vite que dans la plupart des autres pays Membres. L'accroissement de la productivité n'ayant probablement guère dépassé celui des autres pays, la position relative de l'industrie danoise s'est sans doute détériorée du point de vue des coûts. Cependant, le fait que la forte expansion des exportations industrielles se soit poursuivie au Danemark donne à penser que cette détérioration n'a probablement pas été importante. Les exportations industrielles du Danemark ont, en fait, progressé plus rapidement que celles de l'ensemble des autres pays d'Europe occidentale. (Cf. tableau 2.)

TABLEAU 1. QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	1961 ET 1962	1963	1964
	<i>Millions de dollars, taux annuel</i>		
Balance des paiements courants.....	- 175	23	- 200
	<i>Pourcentages de variation, taux annuel</i>		
PNB, prix constants.....	5,3	1,5	6 à 7
Revenus nominaux.....	11,0	7,0	9 à 10
Demande intérieure, prix courants.....	12,9	3,1	13 à 14
Montant total des investissements bruts, prix courants.....	12,8	- 11,0	23 à 24
Investissements fixes bruts, prix courants.....	14,2	1,7	17 à 19
Épargne brute, prix courants.....	10,8	7,0	12 à 14
Importations de marchandises, prix courants.....	9,0	0	20 à 22
Exportations de marchandises, prix courants.....	5,6	14,2	10 à 11
Prix à la consommation.....	6,3	4,5	3 à 4
Prix de gros.....	1,9	3,8	2 à 3
Gains horaires dans l'industrie.....	11,4	8,3	7 à 9

Sources: Étude de l'Économie danoise, 1964, Statistiske Efterretninger et Estimations du Secrétariat.

L'aggravation de la situation de la balance des paiements a été due essentiellement à la forte expansion de la demande intérieure, qui a exercé une pression accrue sur les ressources. Cette évolution peut être en grande partie attribuée à deux facteurs. Premièrement, une forte augmentation des revenus nominaux qui a dépassé de beaucoup l'accroissement de la production. De 1960 à 1962, les revenus nominaux ont augmenté au total de 23 %, alors que l'accroissement du produit national brut réel s'est

élevé à 12 %. Deuxièmement, en 1961-1962 (du 1^{er} avril au 31 mars) l'excédent des comptes d'opérations ordinaires et d'investissements du budget gouvernemental a considérablement diminué et l'excédent de trésorerie a fait place à un déficit essentiellement dû à une diminution des impôts directs, à un accroissement des traitements des fonctionnaires et à l'introduction de subventions à l'agriculture. Les mesures prises par le Gouvernement pour restreindre la demande sont intervenues trop tard. Dès 1961 il était manifeste, en particulier après l'augmentation de 8 % des salaires qui a inévitablement suivi les négociations collectives, que la demande devenait trop forte. Une politique monétaire plus rigoureuse a été appliquée dès les premiers stades de l'expansion; mais aucune mesure n'a été prise dans d'autres domaines avant l'été de 1962.

TABLEAU 2. EXPORTATIONS INDUSTRIELLES
EN PROVENANCE DU DANEMARK ET D'EUROPE OCCIDENTALE

	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE				
	1960	1961	1962	1963	1964 ¹
Machines, appareils et instruments :					
Europe occidentale	18	18	9	8	12
Danemark.....	16	12	16	14	5 ²
Autres articles manufacturés :					
Europe occidentale	17	7	6	10	17
Danemark.....	18	9	10	18	28
Total :					
Europe occidentale	18	12	7	10	15
Danemark.....	17	10	12	16	18

NOTE. L'Europe occidentale comprend : l'A.E.L.E. et la C.E.E.

Les exportations industrielles n'englobent pas : les produits en conserves, les huiles végétales et animales, les navires, les avions et les produits industriels suivants qui n'ont qu'une place insignifiante dans les exportations danoises : minerais, acier, métaux, produits forestiers, combustibles et véhicules à moteur.

1. Du premier semestre de 1963 au premier semestre de 1964.

2. Influencé par d'importantes livraisons de certaines machines, effectuées au premier semestre de 1963 à des pays d'Europe orientale ; si l'on en faisait abstraction, le chiffre serait 14.

Sources : Étude de l'Économie danoise, 1963 et 1964.

Rétablissement de l'équilibre extérieur, 1963

Au milieu de 1962, le déficit de la balance courante était devenu très important et les réserves officielles de change étaient tombées à un faible niveau (soit l'équivalent d'environ trois semaines d'importations de mar-

chandises) de sorte que des mesures énergiques et immédiates s'imposaient. Les mesures prises comprenaient notamment l'institution d'une taxe générale sur les ventes au taux de 9 %, la fixation d'un plafond aux dépenses publiques pour l'exercice 1962-1963, et une certaine réduction des ouvertures de chantiers de construction dans les secteurs public et privé. Ces mesures ont exercé incontestablement une influence stabilisatrice sur l'économie. Cependant, il apparaissait clairement au début de 1963 que le rétablissement de la stabilité qui venait d'être amorcé, était déjà menacé. La hausse de l'indice du coût de la vie allait entraîner automatiquement une revalorisation des salaires de 3 %; il était à craindre que de nouvelles négociations collectives n'aboutissent à des relèvements excessifs des revenus nominaux, et une réduction des impôts directs devait entrer en vigueur. De nouvelles mesures étaient donc indispensables; elles furent votées en mars par le Parlement. Les principales dispositions consistaient dans la reconduction pour deux ans des conventions collectives venant à expiration à la fin de février, l'augmentation moyenne des salaires étant limitée à 1,25 % pendant la première année, et à 2,50 % pendant la seconde année; de légères augmentations seulement dans les subventions versées par l'État à l'agriculture; l'institution d'un blocage des prix et des bénéfices; et l'adoption d'un système d'épargne obligatoire destiné à compenser la plus grande partie des moins-values fiscales devant résulter de l'allègement des impôts directs.

Ces mesures ont permis de ralentir l'accroissement de la demande en 1963; en termes réels, la demande a, en fait, diminué. La progression des salaires et des prix s'est ralentie. Les importations ont cessé de croître et la balance des paiements courants s'est soldée par un léger excédent. C'est essentiellement l'accroissement des exportations qui a permis de réaliser la faible augmentation qu'a accusée la production (2 %).

Retour au déséquilibre extérieur en 1964-1965

Cependant, la balance des paiements s'est à nouveau soldée, en 1964, par un important déficit, dû pour l'essentiel, comme en 1962, à un accroissement excessif de la demande intérieure, les investissements, en particulier, ayant fortement augmenté. Une fois la stabilité rétablie au second semestre de 1963, la politique économique a été assouplie. Le taux de l'escompte a été ramené en deux temps de 6,5 à 5,5 % et le freinage exercé sur la construction a été quelque peu relâché. L'accroissement des exportations s'est accéléré en 1963, en grande partie du fait d'une augmentation des ventes de produits agricoles; il en est résulté une forte progression des revenus agricoles, qui a stimulé l'investissement et la consommation dans ce secteur. L'accroissement de la demande s'est accéléré en 1964, ce qui a entraîné des pressions accrues sur les ressources, ainsi qu'une forte augmentation des importations, de beaucoup supérieure à celle des exportations.

TABLEAU 3. PRODUIT NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.

	PRIX COURANTS					PRIX DE 1955				
	1960	1961	1962	1963	1964 ¹	1960	1961	1962	1963	1964 ¹
Produit national brut aux prix du marché	8,1	10,6	12,1	6,4	11	6,5	5,5	4,9	1,5	6
Importations de biens et services	12,0	4,6	13,2	0,6	21	9,8	4,2	13,3	— 0,2	18
Offre totale	9,0	9,1	12,4	5,1	13	7,4	5,1	7,2	1,0	9
Exportations de biens et services	7,3	3,0	7,2	12,2	10	8,3	4,3	5,4	11,2	7
Demande intérieure	9,6	11,0	13,9	3,1	14	7,1	5,4	7,8	— 2,3	10
<i>Dont :</i>										
Consommation du secteur public	6,7	16,7	12,9	9,9	11	4,8	7,1	7,1	5,6	7
Consommation du secteur privé	7,6	11,0	13,3	5,8	10	4,8	6,9	6,6	0,1	6
Formation brute de capital fixe	11,2	16,4	12,4	1,7	18	8,0	9,2	7,3	2,3	13
Bâtiment et travaux publics	14,7	23,2	12,0	1,5	..	11,1	13,8	5,8	— 2,2	..
Machines, etc.	12,3	16,9	15,1	1,8	..	8,0	9,4	9,4	2,3	..
Variation des stocks, millions de couronnes ...	1.413	681	1.211	— 2	1.400	1.400	666	1.134	50	1.200

1. Estimations du Secrétariat.

Source: Renseignements fournis par le Danemark à l'OCDE.

En 1964, la demande totale aux prix courants dépassait de 13 % environ le niveau de 1963; l'expansion de la demande intérieure a même été plus rapide. L'accroissement réel de la demande totale (extérieure et intérieure) s'est élevé à 8 ou 9 %.

La demande d'investissements a considérablement augmenté, tant en ce qui concerne les stocks que la formation de capital fixe. Il y a probablement eu, au cours du second semestre de 1963, un certain mouvement de déstockage. En 1964, la constitution de stocks a probablement représenté plus de 2 % du PNB. L'accroissement des investissements fixes a eu lieu dans les industries du bâtiment et des biens d'équipement. En termes réels, les investissements dans la construction ont été supérieurs d'au moins 10 % au niveau de 1963. Le fait que les conditions météorologiques ont été favorables pendant les mois d'hiver, joint à la situation moins tendue du crédit et à l'assouplissement des contrôles exercés sur la construction, a provoqué un accroissement considérable du nombre des mises en chantier de logements, et les investissements des entreprises ont aussi progressé. Dans le secteur public, l'activité des travaux publics a considérablement augmenté en 1964.

TABEAU 4. TAUX DE CHOMAGE PARMI LES TRAVAILLEURS ASSURÉS

EN POURCENTAGE DES TRAVAILLEURS ASSURÉS	MOYENNE		
	JANVIER- AVRIL	MAI-AOUT	SEPTEMBRE- NOVEMBRE
1962	5,3	1,0	1,8
1963	7,9	1,3	2,1
1964	4,8	0,7	0,9

Source: Renseignements fournis par le Danemark à l'OCDE et Statistiske Efterretninger.

La consommation privée a progressé à peu près proportionnellement au PNB. Au cours des premiers mois de 1964, les salaires ont augmenté, en raison de l'augmentation prévue par la convention de salaires pour 1963 d'une part et, d'autre part, d'un ajustement de cherté de vie. Pour compenser les répercussions sur le budget de l'État de l'ajustement de cherté de vie des traitements des fonctionnaires, les impôts indirects ont été relevés en février. Au second trimestre, le système d'épargne obligatoire institué en 1963 a pris fin. Cela représentait un certain assouplissement de la politique financière. La consommation du secteur public a continué de progresser assez rapidement.

TABLEAU 5. LES PRIX

	POURCENTAGE DE VARIATION		
	PRIX A LA CONSOM- MATION	PRIX DE GROS	PRIX A L'IMPOR- TATION ¹
Janvier 1960-Janvier 1961	1,0	- 1,0	- 1,0
— 1961- — 1962	6,9	2,0	0,0
— 1962- — 1963	8,5	4,8	1,0
— 1963- — 1964	1,7	0,9	2,0
Janvier 1963-Juillet 1963	0,4	0	1,0
Juillet 1963-Janvier 1964	1,2	0,9	- 1,0
Janvier 1964-Juillet 1964	2,7	1,8	..
Juillet 1964-Octobre 1964	1,4	0,0	..

1. Valeur unitaire, chiffres trimestriels.

Source: Statistiske Efterretninger.

Si, en 1964, la production globale a pu augmenter dans la proportion de 6 à 7 % en valeur réelle, c'est en partie parce qu'au début de l'année la capacité n'était pas pleinement utilisée. L'effectif des chômeurs est tombé à moins de 5.000 au cours de l'été, soit 0,7 % de la population active bénéficiant des assurances sociales, niveau le plus faible qui ait été enregistré depuis la guerre. Dans l'industrie, les gains horaires semblent avoir augmenté à peu près au même rythme qu'en 1963. Bien que la hausse des prix ait été plus rapide qu'auparavant, la forte pression exercée par la demande s'est répercutée essentiellement sur la balance des paiements, ce qui montre que l'économie danoise est peu protégée et qu'elle est fortement tributaire du commerce extérieur.

Au cours des trois premiers trimestres de 1964, le déficit de la balance des paiements courants s'est monté à 185 millions de dollars. L'accroissement des exportations, plus faible que l'année précédente, est cependant resté important, l'accroissement des exportations de produits industriels s'accéléralant pour atteindre un taux annuel de 18 %. Mais les importations ont augmenté de 23 %. Pour l'ensemble de 1964, le déficit des paiements courants s'est probablement élevé à quelque 200 millions de dollars. Il a été entièrement financé par des emprunts publics et privés à l'étranger. Le montant brut des réserves officielles de change a augmenté de 176 millions de dollars : à la fin de l'année, il s'établissait à 582 millions de dollars, soit l'équivalent de 3 mois d'importation de marchandises.

On n'est guère fondé à penser qu'en l'absence de nouvelles mesures l'expansion de la demande intérieure se ralentira beaucoup en 1965. La cadence d'accumulation des stocks se modérera probablement, sous l'effet

de la politique monétaire plus rigoureuse adoptée au cours de l'année 1964. Il en sera peut-être de même pour la construction de logements, bien que la suppression progressive, dans les grandes villes, des restrictions imposées aux mises en chantier tende à accroître l'activité de ce secteur. Cependant, étant donné les pressions qui s'exercent actuellement sur la capacité industrielle et le niveau assez élevé des bénéfiques, il semble probable que la

TABLEAU 6. SALAIRES INDUSTRIELS¹

	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT AU TRIMESTRE CORRESPONDANT DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE				VARIATION ANNUELLE	
	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	TOTAL	DONT : INDEMNITÉS DE CHERTÉ DE VIE
1960	6,0	7,2	7,2	7,0	6,8	1,1
1961	8,5	13,1	13,5	14,6	12,4	0,8
1962	14,1	8,7	9,5	9,6	10,5	2,8
1963	8,8	8,9	8,1	7,3	8,3	3,6
1964	9,3	8,0

1. Heures supplémentaires non comprises.

Source: Statistiske Efterretninger.

demande d'investissements des entreprises restera active. On peut, en outre, s'attendre à ce que les investissements du secteur public augmentent sensiblement. En 1964, les travaux de construction du secteur public ont considérablement augmenté. Au début d'octobre, le volume des bâtiments publics en construction dans les zones urbaines dépassait de 21 % celui de l'année précédente. Le programme de construction du secteur public adopté pour l'exercice 1964-1965 était considérable, mais les mises en chantier de bâtiments publics ont été interdites du 1^{er} avril au 15 octobre. La suppression de cette interdiction a probablement été suivie d'un nouvel et important accroissement du volume de constructions publiques en chantier pendant l'hiver. Bien qu'aucune décision n'ait été prise jusqu'ici au sujet de constructions publiques et de travaux de génie civil qui doivent être mis en route pendant l'exercice 1965-1966, une nouvelle et forte augmentation est à prévoir. On s'attend à un accroissement particulièrement important en 1964-1965 des remboursements des dépenses de construction routière des collectivités locales, qui ont fortement augmenté à partir du 1^{er} avril 1964, date à laquelle le plafond temporairement fixé pour les opérations de remboursement du Gouvernement a été supprimé.

La consommation privée progressera sans doute aussi à un rythme assez rapide en 1965 étant donné que les revenus nominaux continueront d'augmenter. Les traitements des fonctionnaires, qui, précédemment, avaient pris du retard par rapport à l'accroissement des autres revenus, ont été relevés de 12 à 13 % le 1^{er} janvier 1965. Il est probable qu'un ajuste-

TABLEAU 7. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dollars.

	1960	1961	1962	1963	JANV.-SEPT.	
					1963	1964 ¹
Exportations (f.o.b.)	1.488	1.531	1.656	1.897	1.373	1.493
Importations (f.o.b.)	1.699	1.772	2.021	2.015	1.474	1.811
Balance commerciale	- 211	- 241	- 365	- 118	- 101	- 318
Recettes nettes au titre des frets	71	71	69	77	57	69
Autres services, montant net	73	59	55	64	48	64
Balance des biens et services	- 61	- 111	- 241	23	4	- 185
Solde des transferts unilatéraux	3	1	-	-	-	-
Balance des paiements courants	- 58	- 110	- 241	23	4	- 185
Solde des mouvements de capitaux du secteur public	- 5	8	32	90	73	82
Emprunts nets des services publics	-	21	24	23	24	51
Solde des mouvements de capitaux du secteur privé	27	48	68	65	34	96
Erreurs et omissions	11	9	26	47	42	43
Balance globale	- 25	- 24	- 91	248	177	87
Accroissement du montant net des avoirs étrangers des banques commerciales	- 55	- 21	- 65	30	49	11
Accroissement du montant net des réserves d'or et de devises de la Banque Nationale	30	- 3	- 26	218	128	98
Montant brut des réserves officielles d'or et de devises, fin de période ²	221	218	191	406	313	509

1. Estimations.

2. D'après les données communiquées au FMI, mais à l'exclusion de l'or monétaire (31 millions de dollars) et de la position de la tranche or au FMI (33 millions de dollars).

Source: Renseignements communiqués par le Danemark à l'OCDE, et Statistiske Efterretninger.

ment de cherté de vie de 2 à 3 % intéressant tous les salaires et les pensions interviendra en mars-avril. Les nouvelles conventions de salaires qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} mars n'ont pas encore été conclus. Un accord général est intervenu au début de janvier entre l'organisation centrale des syndicats et celle des employeurs, mais il doit encore être entériné par les

membres des deux organisations et un scrutin aura lieu, à cet effet, d'ici la fin de février. Aux termes de l'accord proposé, qui semble respecter les recommandations du Conseil Économique¹, il devrait y avoir une augmentation générale des salaires de 2 % en mars 1965 et de 1,5 % en mars 1966. Les travailleurs titulaires des plus bas revenus devraient bénéficier d'une augmentation supplémentaire, et les conditions particulières aux divers secteurs feraient l'objet de négociations au sein de chaque branche. A dater du 1^{er} mars 1966, la durée de la semaine de travail sera ramenée de 45 à 44 heures, sans diminution des gains hebdomadaires. On est aussi fondé à prévoir un nouveau glissement des salaires en 1965, en raison des tensions qui se manifestent sur le marché du travail. La progression des gains horaires s'élèvera sans doute, au total, à 7 ou 8 % en 1965.

Ces perspectives donnent lieu de craindre que la demande intérieure ne s'accroisse à nouveau plus rapidement que la production. La capacité de production globale augmente probablement au rythme de 4 % environ, la population active augmentant d'environ 1 % et la productivité de quelque 3 % par an. Aussi ne saurait-on guère s'attendre, si de nouvelles mesures ne sont pas prises, à une diminution importante du déficit des paiements courants en 1965. Les pouvoirs publics danois estiment que, dans des conditions non inflationnistes, une augmentation de 4 % du PNB réel s'accompagne normalement d'un accroissement d'environ 150 millions de dollars des importations, ce qui représente 7 à 8 % des exportations totales de marchandises, et 15 % des exportations de produits industriels. Un accroissement de cet ordre des exportations de marchandises n'est pas impossible. Les ventes de produits agricoles à l'étranger ne progresseront probablement pas beaucoup, mais la forte expansion des exportations de produits industriels enregistrée ces dernières années pourrait bien se poursuivre. Le fait que l'expansion du commerce mondial tend probablement à se ralentir et les événements intervenus au Royaume-Uni ne faciliteront pas l'expansion des exportations danoises. La proportion des exportations qui sera touchée par la surtaxe britannique à l'importation est faible, mais le Royaume-Uni est l'un des marchés où, ces dernières années, les exportations de produits manufacturés danois ont progressé à un rythme particulièrement rapide. Une importante augmentation des exportations semble néanmoins probable. Au cours des cinq dernières années, le taux d'accroissement annuel des exportations danoises de produits industriels n'est jamais descendu au-dessous de 10 %, et il a eu tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer.

1. Le Conseil Économique avait indiqué que la marge dans laquelle les salaires pourraient augmenter en 1965, en plus des ajustements de cherté de vie, était d'environ 3 %. Cette estimation reposait sur l'hypothèse que la productivité s'accroissait à un rythme annuel de 3 %, et que les revenus salariaux avaient augmenté un peu moins en 1964 que l'ensemble des revenus; en d'autres termes, la forte augmentation des bénéfices aurait dû permettre un relèvement des salaires supérieur au taux d'accroissement de la productivité.

II. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Dans la phase d'expansion des années 1961-1962, l'action anti-inflationniste des pouvoirs publics était intervenue trop tard. De ce fait, il avait fallu prendre par la suite des mesures énergiques qui ont entraîné en 1963 un net ralentissement de la croissance de l'activité économique. Au cours de la période d'expansion actuelle, les mesures restrictives ont été prises plus tôt. Les impôts ont été promptement majorés au début de 1964 pour financer un supplément de dépenses, et un budget rigoureux a été maintenu pendant l'exercice 1964-1965. On a également appliqué une politique monétaire plus stricte en 1964, mais une expansion sensible du crédit a néanmoins eu lieu. Ces diverses mesures sont rapidement passées en revue dans les paragraphes suivants. La nécessité d'un certain renforcement de la politique de gestion de la demande est analysée dans le paragraphe de conclusion.

Politique budgétaire

Le budget de 1964-1965 voté par le Parlement accusait une diminution de l'excédent de trésorerie. Toutefois, selon les estimations plus récentes, il semble que les recettes augmentent plus rapidement que précédemment, tandis que les dépenses augmentent moins qu'il n'était prévu, du fait, notamment, de l'interdiction temporaire de mise en chantier dans le secteur public pendant le premier semestre de l'exercice. L'excédent de trésorerie semble donc devoir être du même ordre de grandeur que l'excédent réalisé en 1963-1964. Cependant, depuis le printemps de 1964, époque à laquelle le système d'épargne obligatoire a pris fin, l'excédent de trésorerie s'établit à un taux moins élevé.

Le budget de 1965-1966 soumis en novembre 1964 à l'approbation du Parlement reposait sur la législation en vigueur. Il faisait apparaître une augmentation de 11 % des dépenses ordinaires et des dépenses d'investissement. Depuis que le budget a été soumis au Parlement, des décisions qui auront des incidences budgétaires ont été prises. Comme nous l'avons signalé précédemment, les traitements des fonctionnaires ont été augmentés à compter du début de 1965, ce qui représente une dépense annuelle de 500 millions de couronnes. Les partis politiques ont consenti, en décembre, à titre de compromis, au relèvement temporaire de certains impôts indirects afin de couvrir cette dépense supplémentaire jusqu'au milieu de 1965. Les accords de salaires qui doivent être conclus dans le secteur privé seront suivis d'une nouvelle série de négociations sur les traitements et pensions des fonctionnaires. Les lois de soutien de l'agriculture actuellement en vigueur viennent à expiration pendant l'été de 1965 et des décisions devraient être prises au printemps au sujet des nouvelles mesures législatives à adopter. Le budget ne comprend donc que les subventions à l'agriculture afférentes

à la période se terminant le 1^{er} juillet. En outre, le montant des dépenses civiles d'investissement figurant au budget a un caractère provisoire, en attendant la décision que le Gouvernement prendra au sujet du programme de construction et de travaux du secteur public pour 1965-1966. Dans ces conditions, le montant total des dépenses dépassera sans doute les prévisions du budget. De plus, le Ministre des Finances a déclaré qu'il était souhaitable de viser à augmenter quelque peu l'excédent de trésorerie en 1965-1966. Un supplément de recettes ordinaires sera donc nécessaire.

TABLEAU 8. BUDGET DE L'ÉTAT

Millions de couronnes danoises.

AVRIL A MARS	1961-62	1962-63	1963-64	1964-1965		1965-66 ¹
				BUDGET ADOPTÉ	ESTIMATIONS NOVEMBRE 1964	
Recettes ordinaires	8.026	9.830	11.053	12.144	12.375	13.544
Dépenses ordinaires et dépenses d'investissements ..	7.802	9.114	10.152	11.572	11.355	12.608
Dépenses civiles ordinaires .	5.662	6.508	7.354	8.452	8.310	9.030
Dépenses civiles d'investissements	973	1.102	1.173	1.400	1.325	1.889
Défense nationale (y compris la défense civile)....	1.167	1.504	1.625	1.720	1.720	1.689
Excédents au titre du budget ordinaire et du budget d'investissements	224	716	901	572	1.020	936
Excédent en pourcentage des recettes ordinaires	2,8	7,3	8,2	4,7	8,2	6,9
Excédent en pourcentage du produit national brut	0,5	1,7	2,1
Dépenses en capital	1.052	768	925	779	805	793
Revenus des capitaux	213	232	645	440	460	156
Solde de trésorerie	- 615	180	621	233	675	299

1. Le Budget (novembre 1964) ne tient pas compte des éléments suivants :

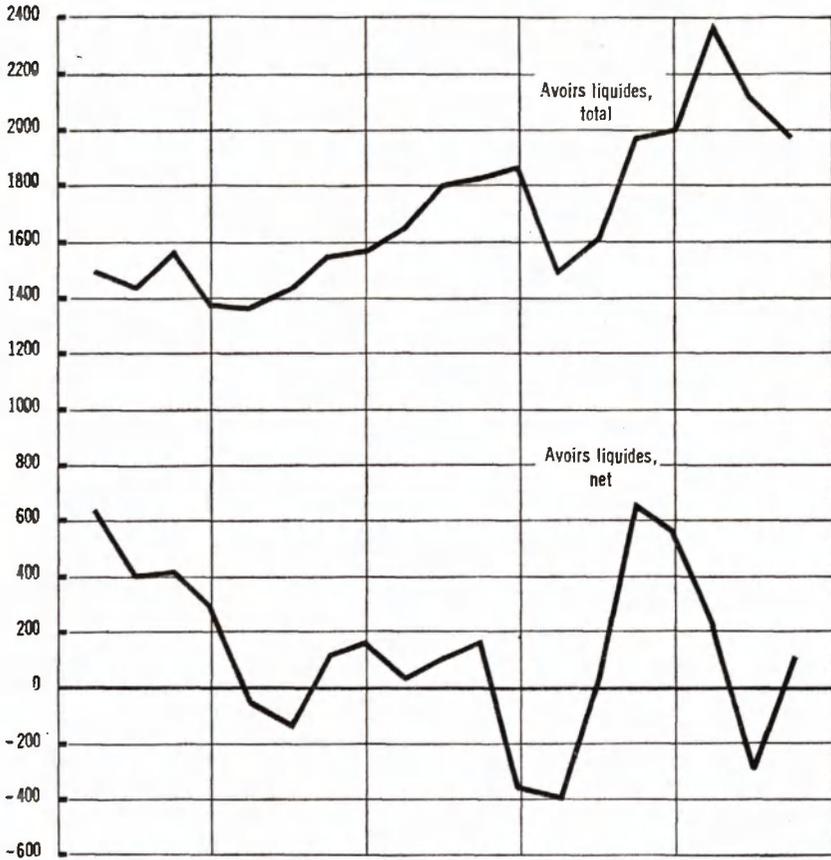
- a) Relèvement d'impôts indirects promulgué en décembre 1964.
- b) Proposition de réduction, pour 1965-1966, du taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.
- c) Augmentation des traitements des fonctionnaires, prenant effet en janvier 1965, adoptée en décembre (500 millions de couronnes environ pour une année complète).
- d) Y inclus, jusqu'au 1^{er} juillet 1965 seulement, subvention de soutien à l'agriculture.

Source: Statsfinanserne 1964, et Memorandum du Danemark soumis à l'OCDE.

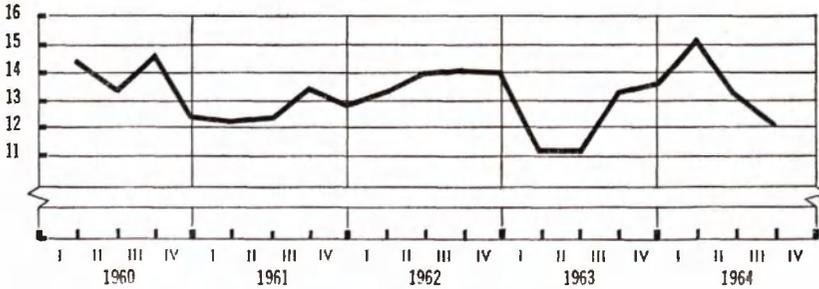
Sur la base de la législation actuelle, on estime que les recettes fiscales ordinaires augmenteront d'environ 1.200 millions de couronnes de 1964-1965 à 1965-1966. Cependant, les 180 millions de couronnes encaissés en 1964-1965, au titre du système d'épargne obligatoire, feront place, en 1965-1966, à des remboursements d'un montant de 120 millions de

Graphique 1. AVOIRS LIQUIDES DES BANQUES COMMERCIALES

Millions de couronnes



POURCENTAGE DES AVOIRS LIQUIDES PAR RAPPORT AU CHIFFRE TOTAL DES DEPOTS AUPRES DES BANQUES COMMERCIALES



Source: Danmarks Nationalbank, Monetary Review.

couronnes. Le montant total des recettes devrait donc progresser d'environ 900 millions de couronnes. Compte tenu du désir d'augmenter l'excédent de trésorerie et de la proposition de réduction des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques présentée par le Gouvernement, il faudra que le produit des impôts indirects augmente considérablement. On étudie actuellement le moyen d'élargir substantiellement la base des impôts indirects. Ce résultat pourrait peut-être être obtenu par l'imposition d'une taxe à la valeur ajoutée. Un rapport officiel sur les aspects techniques de la taxe à la valeur ajoutée a été publié en janvier 1965.

Politique monétaire

Si des assouplissements ont été apportés à la politique monétaire au cours du deuxième semestre de 1963, elle a été rendue plus rigoureuse à nouveau en 1964. La situation de trésorerie des banques commerciales s'est détériorée, qu'on la mesure d'après les avoirs liquides bruts, le taux des avoirs liquides bruts par rapport aux dépôts totaux, ou les avoirs liquides nets (avoirs liquides moins engagements à vue à l'égard de la Banque centrale et à l'égard de l'étranger). Les principaux facteurs qui ont déterminé l'évolution des liquidités bancaires ont été l'excédent du budget de l'État la détérioration de la balance des paiements et une augmentation de la circulation fiduciaire. Les conditions monétaires sont devenues plus tendues que ne le prévoyaient les pouvoirs publics, si bien que la Banque centrale a dû soutenir le marché des capitaux en accroissant son portefeuille de titres. La demande de crédits demeurant forte, les taux d'intérêt ont subi une pression considérable à la hausse; les taux du marché à long terme ont considérablement augmenté et, à la fin de l'année, ils s'établissaient au niveau le plus élevé atteint depuis la guerre. Le taux d'escompte a été relevé en juin, passant de 5,5 à 6,5%.

Le volume des fonds obtenus sur le marché du crédit et le marché financier s'est nettement accru en 1964, malgré la politique de restriction monétaire appliquée par les pouvoirs publics. La progression du crédit bancaire a été particulièrement forte, beaucoup plus forte que ne le prévoyait la Banque nationale, étant donné que la base de liquidité se rétrécissait. Les banques ont augmenté leurs emprunts auprès de la Banque nationale. Afin de décourager de tels emprunts, un taux de pénalisation de 6% en sus des taux en vigueur a été institué en septembre sur les emprunts à la Banque nationale d'une durée supérieure à vingt jours par trimestre (trente jours pour le quatrième trimestre) et d'un montant supérieur à 25% du capital propre et des réserves de la banque commerciale. Certains signes dénotent un ralentissement de l'expansion du crédit vers la fin de 1964.

L'expansion de la demande intérieure en 1964 a été financée dans une certaine mesure par un accroissement des entrées de capitaux de l'étranger. Les banques commerciales ont réduit le montant net de leurs avoirs, et aussi bien les entreprises publiques que les entreprises privées ont fait appel dans une plus large mesure que dans les années précédentes

TABLEAU 9. SITUATION MONÉTAIRE
ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES

Millions de couronnes danoises.

	1961	1962	1963	1964			
				1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
<i>Banque Centrale :</i>							
1. Avoirs extérieurs nets ¹	- 22	- 161	1.486	- 10	284	399	488
2. Créances nettes sur l'État	317	- 183	- 600	- 619	- 445	72	- 552
3. Prêts :							
a) aux banques commerciales	106	375	- 609	660	136	- 428	- 2
b) à d'autres établissements	- 4	31	- 10	- 39	4	35	- 26
4. Titres	6	361	205	58	40	86	249
5. Billets en circulation	313	186	331	- 101	133	- 62	312
6. Dépôts des banques commerciales	92	180	50	143	- 196	59	- 18
7. Autres dépôts	8	4	31	37	- 2	- 13	- 6
<i>Banques commerciales :</i>							
8. Avoirs extérieurs nets	- 167	- 382	209	142	- 198	- 20	- 315
9. Situation nette à l'égard de la banque centrale	- 14	- 195	659	- 517	- 332	487	- 16
10. Prêts	1.328	1.659	1.029	434	1.052	190	678
11. Titres	76	285	434	99	- 114	12	- 40
12. Dépôts	1.170	1.193	2.053	106	418	469	843

1. Y compris l'or.

Source : Revue monétaire, Danemarks Nationalbank, novembre 1964.

au financement provenant de l'étranger. Pour maintenir dans des limites raisonnables les emprunts à l'étranger et pour réduire l'augmentation de la demande due à ce mode de financement, le Ministre des Finances n'autorise plus désormais les services publics et les collectivités locales à placer des emprunts à long terme à l'étranger.

**TABLEAU 10. ENCOURS NET DES PRÊTS ACCORDÉS
PAR LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET PAR L'ÉTAT**

Millions de couronnes.

	1960	1961	1962	1963	JANV.- SEPT. 1963	JANV.- SEPT. 1964
Prêts de :						
Banques commerciales	1.487	1.307	1.660	1.052	542	1.676
Principales banques de dépôt ¹	572	449	569	587	489	688
En cours, net des obligations hypo- thécaires, etc. ²	1.387	1.945	2.333	3.099	2.187	2.600
L'État	290	234	257	193	174	108
Total	3.736	3.935	4.819	4.931	3.392	5.072

1. C'est-à-dire les banques de dépôt ayant en dépôt, au 31 mars de l'année indiquée, un montant au moins égal à 5 millions de couronnes.

2. Évaluation reposant sur les émissions au cours du marché, déduction faite des amortissements qui comprennent les rachats (également au cours des marchés) pour annulation.

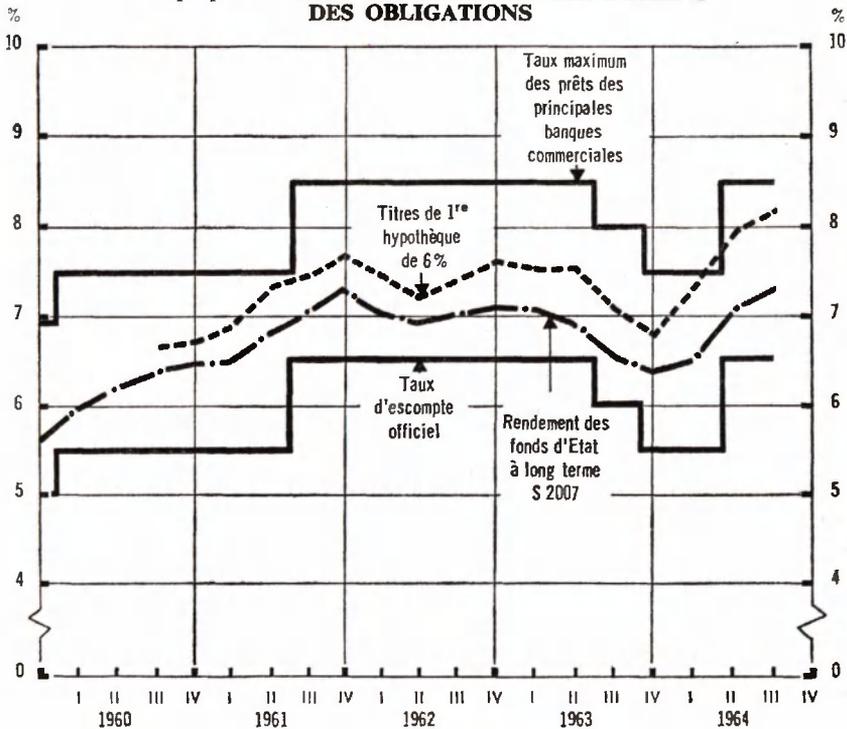
Source: Renseignements communiqués par le Danemark à l'OCDE et Étude de l'Économie danoise.

Conclusions d'ordre politique

Le principal problème à résoudre en 1965 sera visiblement d'éliminer la pression excessive de la demande, qui sans cela risque de provoquer un déficit par trop important de la balance des paiements courants et d'aggraver la situation des prix et des coûts. Le gonflement du crédit, dû en partie aux emprunts à l'étranger, a été excessif en 1964, mais il y a des raisons de croire qu'avec la détérioration de l'état des liquidités des banques commerciales, les taux d'intérêt plus élevés et les restrictions qui limitent à présent les entrées de fonds extérieurs, l'expansion du crédit sera dorénavant plus facile à contrôler. Aussi bien l'offre que la demande de crédit semblent devoir devenir plus modérées en 1965. Étant donné le niveau actuel des taux d'intérêt, il ne paraît pas raisonnable de prendre des mesures encore plus strictes de politique monétaire. La préoccupation majeure des pouvoirs publics devra être de maintenir le budget de l'État sur des bases solides. Dans le projet de budget, on prévoit un accroissement considérable des dépenses d'investissement; la plupart des projets d'investissements publics présentent une haute priorité, mais il est indispensable de concevoir les programmes d'investissements publics de façon à éviter que la demande n'exerce des pressions trop fortes dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Il est de toute manière essentiel de maintenir un excédent important. L'expérience tend à prouver que, dans des conditions de plein emploi réalisées sans inflation, il faut, pour maintenir le déficit courant extérieur dans des limites raisonnables, un excédent du

budget ordinaire et du budget d'investissement de quelque 1 milliard et demi de couronnes (environ 2% du PNB) ou un excédent de trésorerie d'environ 1 million de couronnes.

Graphique 2. TAUX D'INTÉRÊT ET RENDEMENT DES OBLIGATIONS



Source: Danmarks Nationalbank, Monetary Review.

La proportion dans laquelle les recettes devront augmenter pour qu'un tel excédent soit réalisé dépendra de l'issue finale des négociations sur les revenus, au cours du printemps prochain, et notamment des décisions qui seront prises au sujet des traitements des fonctionnaires, des pensions et des subventions à l'agriculture. Les recettes supplémentaires nécessaires seront, de toute façon, importantes, mais elles dépendront aussi des décisions prises en ce qui concerne les dépenses publiques et de l'issue des débats parlementaires sur la proposition de réduction des impôts

sur le revenu des personnes physiques. Le problème de l'augmentation des impôts pour réduire la pression inflationniste n'est pas, comme dans beaucoup d'autres pays, compliqué par le fait que des impôts plus élevés risqueraient de déclencher une hausse en spirale des prix et des salaires; au Danemark, aussi bien les impôts directs que les impôts indirects sont exclus de l'indice de prix retenu pour l'application des clauses d'échelle mobile. Il ne faut pas oublier, cependant, que la politique de gestion de la demande ne peut compenser que les effets produits sur la demande par une hausse des salaires et des traitements. L'incidence défavorable d'une telle hausse sur les coûts et sur la position de l'industrie danoise face à la concurrence étrangère ne peut pas être ainsi neutralisée. D'où l'importance de veiller à ce que l'augmentation des revenus nominaux reste dans les limites de celle de la productivité.

Ces dernières années, les problèmes de stabilisation se sont placés au premier plan de la politique économique. L'établissement d'un tableau statistique plus complet de l'économie, notamment du secteur non agricole, faciliterait la gestion à court terme de la demande. Une analyse plus systématique des tendances à long terme serait aussi utile à la politique à court terme. Dans le secteur public, un programme triennal de construction, ajusté et reconduit chaque année pour une nouvelle période de trois ans, est appliqué depuis 1963 et un programme à long terme semblable pour les travaux de génie civil a été adopté en 1964. Ces programmes couvrent les plans à la fois de l'État et des collectivités locales, et notamment les centrales électriques et les compagnies de téléphone. Le Conseil Économique a publié, en 1964, une étude sur les problèmes de structure et sur les tendances à long terme de l'agriculture. Il est essentiel de veiller à ce que les programmes et les politiques de ces secteurs soient compatibles avec les tendances qui se manifestent dans d'autres secteurs. Étant donné la situation actuelle, et notamment les importantes décisions qui doivent être prises au sujet de la politique des revenus et de la politique fiscale, il semblerait souhaitable que les implications à plus long terme de ces décisions soient élucidées dans toute la mesure du possible.

III. RÉSUMÉ

Le déficit important de la balance des paiements courants, aussi bien pendant la période 1961-1962 qu'en 1964, peut être attribué principalement à un excès de la demande intérieure. Il est vraisemblable qu'en 1965 la demande intérieure continuera à augmenter plus vite que les ressources intérieures, à moins que l'on n'adopte des mesures supplémentaires pour la freiner. Les mesures monétaires prises en 1964 devraient réduire l'expansion du crédit en 1965 à des proportions plus raisonnables que l'augmentation enregistrée en 1964. Mais il est nécessaire de prendre des mesures de caractère politique si l'on veut que le budget de l'État se solde par un excé-

dent suffisamment important. Le degré de resserrement budgétaire qui sera nécessaire dépendra des accords sur les revenus du printemps prochain; des augmentations excessives exigeront des mesures de plus en plus rigoureuses pour restreindre la demande. Une attention particulière devra également être accordée à l'effet que produiront sur les coûts les prochains accords sur les revenus. Toute tendance des revenus nominaux à s'accroître plus vite que la productivité augmentera le risque de voir à l'avenir les difficultés de la balance des paiements freiner dans une certaine mesure la politique de croissance.

BLANK PAGE

ANNEXE STATISTIQUE

BLANK PAGE

TABLEAU I. PRODUIT NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION

AUX PRIX DE 1958	MILLION DE COURONNES DANOISES								POURCENTAGE DE VARIATION CADENCE ANNUELLE		
	1950	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1950-1957	1957-1960	1960-1963
Consommation privée	20.329	22.115	23.136	24.520	25.739	27.737	29.582	29.685	1,2	5,5	4,9
Consommation du secteur public	3.089	4.471	4.500	4.795	5.025	5.459	6.122	6.569	5,4	4,3	9,5
Dépenses consacrées à la défense	467	951	927	940	1.011	1.044	1.260	1.254			
Dépenses civiles	2.622	3.520	3.573	3.855	4.014	4.415	4.862	5.315			
Formation intérieure brute de capital fixe	4.381	5.528	5.922	7.142	7.777	8.695	9.396	9.100	3,4	12,6	5,4
du secteur d'État	381	672	740	759	824	951	1.090	..			
des entreprises	4.000	4.856	5.182	6.383	6.953	7.744	8.306	..			
Variations de stocks	1.311	719	- 161	853	1.438	668	1.167	- 27	-	-	-
Exportations de biens et services	7.250	10.716	11.708	12.464	13.456	14.015	14.783	16.354	5,7	7,8	6,7
Moins : Importations de biens et services.	8.074	10.169	10.792	12.995	14.229	14.873	16.998	16.644	3,3	12,4	5,4
Produit national brut aux prix du marché.	28.286	33.380	34.313	36.779	39.206	41.701	44.052	45.037	2,4	5,8	5,0

Source: Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

TABLEAU II. PRODUIT NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION

AUX PRIX COURANTS	MILLION DE COURONNES DANOISES								POURCENTAGE DE VARIATION CADENCE ANNUELLE		
	1950	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1950-1957	1957-1960	1960-1963
Consommation privée	15.786	22.009	23.136	25.040	26.940	29.952	33.748	36.038	4,9	6,9	10,2
Consommation du secteur public.....	2.203	4.225	4.500	4.877	5.202	6.255	7.393	8.305	9,8	7,2	17,6
Dépenses consacrées à la défense	333	899	927	955	1.045	1.196	1.521	1.585			
Dépenses civiles	1.870	3.326	3.573	3.922	4.157	5.059	5.872	6.720			
Formation intérieure brute de capital fixe.	3.386	5.548	5.922	7.160	7.961	9.375	10.485	10.425	7,3	12,8	16,9
du secteur d'État	290	680	740	765	845	1.070	1.290	..			
des entreprises	3.096	4.868	5.182	6.395	7.116	8.305	9.195	..			
Variations de stocks	935	718	- 161	859	1.413	681	1.211	- 2	-	-	-
Exportations de biens et services	5.876	11.231	11.708	12.731	13.630	14.013	15.132	17.056	9,8	6,7	6,7
Moins : Importations de biens et services.	6.705	10.909	10.792	12.536	14.001	14.685	16.688	16.827	7,2	8,7	6,3
Produit national brut aux prix du marché.	21.481	32.822	34.313	38.131	41.145	45.591	51.281	54.996	6,3	7,8	10,2

Source: Mémorandum soumis par le Danemark à l'OCDE.

TABLEAU III. PRODUIT NATIONAL BRUT AU COUT DES FACTEURS, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

AUX PRIX DE 1958	MILLIONS DE COURONNES DANOISES					POURCENTAGE DE VARIATION, CADENCE ANNUELLE		
	1950	1958	1961	1962	1963	1950-57	1957-60	1960-63
Agriculture	5.249	5.083	5.389	5.433	5.170	0	0	- 0,2
Industries manufacturières ¹	7.763	9.427	11.823	12.806	13.110	2,3	7,5	5,2
Construction	1.979	2.389	3.155	3.308	3.248	2,3	6,7	4,9
Transports et communications	2.435	3.417	3.922	4.084	4.226	4,6	3,9	4,2
Commerce de gros et de détail	4.126	5.033	6.259	6.475	6.581	1,8	9,4	2,6
Services publics	2.268	3.347	4.146	4.682	5.059	5,5	3,7	10,6
Divers	3.977	5.258	6.115	6.399	6.666	3,8	4,6	4,1
Produit national brut au coût des facteurs	27.797	33.954	40.809	43.187	44.060	2,5	5,4	4,4

1. Y compris l'artisanat.

Source: Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

TABLEAU IV. EXPORTATIONS PAR GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS

	PRIX COURANTS EN MILLIONS DE COURONNES DANOISES							POURCENTAGE DU TOTAL DES EXPORTATIONS				
	1950	1957	1961	1962	1963	1 ^{er} SEM. 1963	1 ^{er} SEM. 1964	1950	1957	1961	1962	1963
	Produits agricoles	2.846	4.081	4.513	4.608	5.144	2.493	2.532	63,0	50,1	43,2	40,9
Produits industriels	1.332	3.473	5.176	5.664	6.673	3.377	3.680	29,4	42,7	49,5	50,3	51,7
Divers	345	584	769	984	1.101	395	510	7,6	7,2	7,3	8,8	8,5
Total	4.523	8.138	10.458	11.256	12.918	6.265	6.722	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Étude Économique du Danemark, Vareomsaetningen Med Ulandet.

TABLEAU V. IMPORTATIONS PAR RÉGION (pays d'origine)

	PRIX COURANTS EN MILLIONS DE COURONNES DANOISES							POURCENTAGE DU TOTAL DES IMPORTATIONS						
	1959	1960	1961	1962	1963	JAN.-OCT.		1959	1960	1961	1962	1963	JAN.-OCT.	
						1963	1964						1963	1964
EFTA	3.460	3.757	4.132	4.836	4.920	4.038	4.841	31,4	30,2	32,0	33,0	33,6	33,8	32,9
Norvège	366	406	518	612	526	438	491	3,3	3,3	4,0	4,2	3,6	3,7	3,3
Suède	1.011	1.183	1.395	1.722	1.755	1.431	1.856	9,2	9,5	10,8	11,7	12,0	12,0	12,6
Portugal	25	35	46	56	61	48	64	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Suisse	181	237	238	284	311	255	289	1,6	1,9	1,8	1,9	2,1	2,1	2,0
Royaume-Uni	1.813	1.820	1.834	2.045	2.134	1.758	2.015	16,5	14,6	14,2	14,0	14,6	14,7	13,7
Autriche	64	76	101	117	133	108	126	0,6	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
CEE	4.049	4.813	5.089	5.539	5.259	4.346	5.225	36,8	38,8	39,5	37,8	35,9	36,3	35,6
Belgique-Luxembourg ..	365	487	466	490	427	348	440	3,3	3,9	3,6	3,3	2,9	2,9	3,0
France	429	548	588	588	558	455	626	3,9	4,5	4,6	4,0	3,8	3,8	4,3
Pays-Bas	762	797	832	886	811	665	702	6,9	6,4	6,5	6,1	5,6	5,5	4,8
Italie	232	253	327	430	381	321	415	2,1	2,0	2,5	2,9	2,6	2,7	2,8
Allemagne	2.261	2.728	2.876	3.145	3.082	2.557	3.042	20,6	22,0	22,3	21,5	21,0	21,4	20,7
Europe de l'Est	513	558	559	614	648	517	594	4,7	4,5	4,3	4,2	4,4	4,3	4,0
Autres pays européens ...	362	459	448	503	518	416	556	3,3	3,7	3,5	3,4	3,5	3,5	3,8
États-Unis d'Amérique ...	1.018	1.220	1.038	1.219	1.297	1.027	1.271	9,2	9,8	8,0	8,3	8,9	8,6	8,7
Reste du monde	1.611	1.621	1.629	1.955	2.003	1.615	2.205	14,6	13,0	12,7	13,3	13,7	13,5	15,0
Total	11.013	12.428	12.895	14.666	14.645	11.959	14.692	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Danmarks Vareindførsel og-Udførsel.

TABLEAU VI. PRODUCTION, EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Chiffres trimestriels.

		1962				1963				1964		
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
1. Production agricole, production animale.	1953 = 100	126	136	124	119	125	135	123	120	121	133	
2. Main-d'œuvre :												
a) Chômeurs assurés, en chômage pendant plus de 6 jours	pourcentage	2,6	0,6	0,3	2,5	5,5	0,8	0,4	2,8	2,9	0,3	
b) Nombre d'heures travaillées par mois dans les industries manufacturières	1953 = 100	121	122	106	119	119	119	104	115	116	119	
3. Chiffre d'affaires du commerce de détail.		152	172	175	195	161	183	187	211	178	194	201
4. Bâtiment et construction :												
a) Mises en chantier (zones urbaines) ..	1.000 m ²	994	1.601	1.247	1.034	600	1.229	1.196	1.276	1.156	1.345	
b) Logements en construction (fin de période)	1.000' s	31,0	33,5	33,6	32,3	29,5	31,0	31,4	32,4			

Source: Statistiques Générales de l'OCDE.

TABLEAU VII. SITUATION MONÉTAIRE

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964		
							1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.
<i>Millions de couronnes</i>									
<i>Banque centrale :</i>									
1. Avoirs extérieurs, nets ¹	796	1.301	1.505	1.483	1.322	2.808	2.798	3.082	3.481
2. Créances nettes sur l'État	2.153	1.675	1.261	1.578	1.395	795	176	- 269	- 197
3. Prêts :									
a) aux banques commerciales	317	460	510	616	991	382	1.042	1.178	750
b) à d'autres établissements	44	62	74	70	101	91	52	56	91
4. Titres	556	464	472	478	839	1.044	1.102	1.142	1.228
5. Billets en circulation	2.642	2.892	3.005	3.318	3.504	3.835	3.734	3.867	3.805
6. Dépôts des banques commerciales	820	703	486	578	758	808	951	755	814
7. Autres dépôts	44	48	61	69	73	42	79	77	64
<i>Banques commerciales :</i>									
8. Avoirs extérieurs nets	456	323	1	- 166	- 548	- 339	- 197	- 395	- 415
9. Situation nette à l'égard de la Banque Centrale	503	243	- 24	- 38	- 233	426	- 91	- 423	64
10. Prêts	7.422	8.946	10.412	11.740	13.399	14.428	14.862	15.914	16.104
11. Titres	1.902	2.001	1.857	1.933	2.218	2.652	2.751	2.637	2.649
12. Dépôts	9.233	10.451	11.090	12.260	13.453	15.506	15.612	16.030	16.499
<i>Pour cent</i>									
13. Rendement des obligations d'État	6,09	5,58	5,99	6,47	7,04	7,06	6,49	7,07	7,29
14. Taux de l'escompte	4,5	5,0	5,5	6,5	6,5	5,5	5,5	6,5	6,5

Source: Monetary Review, Novembre 1964.

1. Y compris les réserves en or.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANVERS.
BRUXELLES: Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editôra,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON II^e : L. Demortière.

MARSEILLE : Maupetit.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.
MUNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-
Klökner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson & Co, h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

Sous-Dépôtaires : GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Hoepli. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria Zannoni.
PALERMO: Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA:
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO:
Libreria Latés.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

Editions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.Y. Impor-
teurs, Beulingstraat, 2, AMSTERDAM C.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Moleworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104).

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Islıklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36., N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.
2, rue André-Pascal, Paris XVI^e
Dépôt légal n° 1.275 Fév. 1965
N° 18.520



IMPRIMÉ EN FRANCE



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La série 1964-1965 comprendra des études sur les pays suivants (ceux marqués * ont déjà été publiés).

ALLEMAGNE *	JAPON
AUTRICHE	NORVÈGE
CANADA *	PAYS-BAS
DANEMARK *	PORTUGAL
ESPAGNE	République Socialiste
ÉTATS-UNIS *	Fédérative de YOUGOSLAVIE
FRANCE	ROYAUME-UNI
GRÈCE	SUÈDE
IRLANDE	SUISSE *
ISLANDE *	TURQUIE
ITALIE	U.E.B.L.

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. \$ US 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. \$ US 10